

03 avr 2015 -18:49

Rencontre vicepremier Alexander De Croo - Dr. Denis Mukwege - 'La Belgique doit jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre les violences sexuelles lors de conflits'

Le vice-Premier et ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo a reçu cet après-midi le gynécologue et militant des droits de l'Homme congolais, Denis Mukwege, au Palais d'Egmont. Ils ont évoqué la situation des droits de l'Homme et les violences sexuelles dans l'Est du Congo. Le ministre De Croo relaiera le témoignage du Dr. Mukwege au Conseil de sécurité des Nations Unies à New York où il prendra la parole le 15 avril sur le thème des violences sexuelles dans les situations de conflit. Le ministre voudrait que la Belgique endosse un rôle de premier plan.

Alexander De Croo et Denis Mukwege se sont entretenus pour voir comment renforcer la lutte contre les violences sexuelles lors des conflits et ont évoqué l'évolution de la situation sécuritaire dans l'Est du Congo. Le docteur Mukwege a fondé voici plus de 15 ans, lors de la guerre civile, l'hôpital Panzi à Bukavu. Avec son équipe, ce gynécologue de 60 ans soigne les victimes de violences sexuelles présentant de graves blessures. Bien que la guerre soit officiellement terminée, la RDC reste en proie à des conflits et de la violence dans l'Est. Les femmes, victimes de violences sexuelles, paient un lourd tribut à ces conflits, mais aussi de plus en plus d'hommes. À la fin de l'année dernière, le Dr. Mukwege s'est vu décerner par le Parlement européen le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit. Cette distinction récompense les personnes qui s'illustrent dans la défense des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Mettre fin à l'impunité

"L'engagement de Denis Mukwege en faveur des femmes victimes de viols et de violences est exceptionnel. Et il mène ce combat au péril de sa propre vie, ce qui est presque surhumain. Nous devons continuer, avec la communauté internationale, à œuvrer pour que le docteur Mukwege et l'hôpital Panzi puissent poursuivre leur travail. Parmi les victimes, on compte non seulement des femmes mais aussi des enfants et des hommes. Ces deux dernières années, l'hôpital Panzi a dû soigner une trentaine de jeunes enfants qui avaient été kidnappés la nuit, violés pendant plusieurs jours puis abandonnés avec de terribles blessures. Parmi les petites filles, certaines n'avaient pas plus de 18 mois", a déclaré Alexander De Croo.

"Ces cruautés doivent cesser mais la seule façon d'y arriver est de mettre fin à l'impunité. Cela implique une intervention efficace contre toute personne qui se rend coupable de terreur sexuelle, qu'il s'agisse de milices armées ou de membres de l'armée gouvernementale. Je salue donc la signature d'une déclaration officielle cette semaine, par l'armée gouvernementale congolaise FARDC, qui s'est engagée en présence de représentants des Nations Unies, à mettre fin aux violences sexuelles. Les commandants de l'armée gouvernementale sont obligés d'immédiatement intervenir quand des soldats commettent sous leur commandement des violences sexuelles. L'ONU aussi veillera à la mise en œuvre de ce plan", a poursuivi le ministre.

Nations Unies

Le ministre Alexander De Croo relaiera le témoignage du docteur Mukwege auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies à New York où il prendra la parole le 15 avril prochain au sujet des violences sexuelles lors de conflits. "L'ONU reconnaît depuis 2008 le viol comme arme de guerre pour humilier et dominer les opposants, et semer la peur. Néanmoins, le viol et les violences sexuelles restent l'une des armes de guerre les plus utilisées lors de conflits armés. Pensons par exemple aux témoignages récents de centaines de femmes et enfants yezidis capturés par l'État islamique en Irak, abusées et vendues comme

esclaves sexuelles. C'est l'une des plus graves violations des droits de l'Homme et l'un des plus graves crimes de guerre. La communauté internationale doit dès lors renforcer ses efforts pour que les droits des femmes et des filles soient mieux protégés. Pour cela, il faut non seulement s'attaquer à l'impunité mais aussi intensifier les actions de sensibilisation, de prévention et les soins aux victimes. Notre pays doit jouer un rôle de premier plan à cet égard", a conclu le ministre.

[Cliquez ici pour télécharger une image du rencontre](#)

Service de presse de M. Alexander De Croo, Vice-Premier
ministre et ministre de la Coopération au développement, de
l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste
Tour des Finances
Bd du Jardin Botanique 50 boîte 61
1000 Bruxelles
Belgique
<http://www.decroo.belgium.be>